

# Qu'est-ce que le « trumpisme » ?

**François Vergniolle de Chantal**

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2020/2 Été**, PAGES 45 À 56

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**ISSN 0032-342X**

**ISBN 9791037301055**

**DOI 10.3917/pe.202.0045**

**Date de mise en ligne : 04/06/2020**

**Article disponible en ligne à l'adresse**

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2020-2-page-45?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

## Qu'est-ce que le « trumpisme » ?

Par François Vergniolle de Chantal

**François Vergniolle de Chantal**, professeur à l'Université de Paris, a codirigé la revue *Politique américaine* de 2012 à 2019. Il a publié *L'Impossible présidence impériale*, Paris, CNRS Éditions, 2016, et est coordinateur de l'ouvrage collectif *Obama's Fractured Legacy*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2020.

Le trumpisme prend la forme d'une présidence plus démagogique qu'autoritaire dont la principale dynamique est une polarisation exacerbée et personnalisée. Une telle évolution affaiblit les capacités de gouvernement du président. Ainsi, l'héritage de Donald Trump risque de se résumer aux conditions qui ont permis son accession au pouvoir en 2016 et qui se pérennisent : personnalisation du pouvoir, omniprésence médiatique, dérégulation du financement des campagnes et apathie électorale.

politique étrangère

Face à Donald Trump, la science politique atteint-elle ses limites ? Il est vrai que la « gouvernance du chaos » de l'administration actuelle semble être un défi permanent aux analyses les mieux établies<sup>1</sup>. Pourtant, Trump s'inscrit bien dans des évolutions de long terme : il est à la fois un aboutissement de tendances bien connues, et un facteur d'aggravation. Star de la télévision et milliardaire en partie autofinancé, il est le produit logique de la dérèglementation du financement des campagnes électorales et de l'omniprésence médiatique. Il constitue un exemple de ce « retour du Prince » caractéristique des deux dernières décennies, où la personnalisation à outrance se nourrit du « démagisme » ambiant<sup>2</sup>.

La campagne de Trump renvoyait également à un cadre bien connu. Reposant sur la mobilisation d'une base de fidèles par un *outsider* charismatique dans un contexte de relative apathie électorale, d'hésitation de

1. V. Michelot, « Donald Trump ou la présidence du chaos », *La revue Tocqueville*, vol. 39, n° 1, 2018. Pour une première analyse, voir aussi le n° 31 de la revue *Politique américaine*, 2018, avec un dossier sur la gouvernance Trump, coordonné par Vincent Michelot.

2. V. Martigny, *Le Retour du Prince*, Paris, Flammarion, 2019.

L'establishment républicain, et surtout de défiance radicale vis-à-vis des partis et des institutions, elle illustre à merveille les thèses exprimées par Nelson Polsby dès 1983. La rhétorique trumpienne, quant à elle, s'inscrit dans la droite ligne d'un « paléoconservatisme » reposant sur un appel voilé au ressentiment racial<sup>3</sup>. Quant à son programme, il rassemblait en 2015-2016 à la fois un populisme de gauche (défense de *Social Security*, de *Medicare*, protectionnisme) et de droite (immigration, mur à la frontière, *America First*), sans pour autant se donner la peine de rentrer dans des détails programmatiques. Il constituait ainsi un parfait exemple de ce que Donald Stokes désignait comme une campagne de *valence* dans un article de 1963 maintes fois cité, campagne où le candidat cherche à éviter tout engagement précis pour ne pas donner prise aux arguments de ses adversaires. Tous ces éléments, Trump les a sans conteste aggravés, en faisant au passage exploser bien des normes de la démocratie américaine – manque de respect de l'opposition, agressivité, déni, ignorance de la séparation des pouvoirs, mélange privé et public, népotisme, etc.

Trump n'est donc pas une totale aberration, ce qui condamnerait l'observateur à la simple chronique, quasi-quotidienne, des frasques présidentielles, jusqu'à la fin de son mandat. Il représente des tendances de long terme, au point d'incarner, pour certains, une étape historique de l'épuisement des régimes démocratiques<sup>4</sup>. C'est sans doute pourquoi il partage avec quelques rares autres figures présidentielles le privilège d'avoir son nom transformé en catégorie d'analyse : existe-t-il un « trumpisme », à l'instar du « reaganisme » ou encore du « jacksonisme » ?

### Une présidence « faux-puliste »<sup>5</sup>

Au moment du cycle électoral 2015-2016, Trump représentait un objet idéologique improbable. Les médias rappelaient volontiers ses prises de position antérieures qui ne cadraient pas avec la *doxa* républicaine : favorable au droit à l'avortement et à la réglementation du port d'armes, il s'était aussi opposé à la guerre en Irak de 2003. Nombreux furent ainsi les conservateurs à refuser de faire de Trump l'un des leurs (*Never-Trumpers*)<sup>6</sup>. En l'absence de marqueur clair, les observateurs mettaient

3. Son conseiller lors de la présidentielle et des premiers mois de son administration, Steve Bannon, est le meilleur représentant de cette tradition.

4. On verra sur ce point l'ouvrage de S. Levitsky et D. Ziblatt, *How Democracies Die*, New York, Crown, 2018.

5. Le terme de « faux-pulisme » est dû à L. Henneton dans « Trump, Sanders et la nouvelle donne populiste aux États-Unis », février 2018, disponible sur : [www.sciencespo.fr](http://www.sciencespo.fr).

6. En janvier 2016, Rich Lowry rédacteur en chef de la *National Review*, organe historique de la droite américaine, écrivait un éditorial cinglant contre Trump. Voir l'ouvrage de R. P. Saldin et S. M. Teles, *Never Trump. The Revolt of the Conservative Elite*, Oxford, Oxford University Press, 2019.

volontiers en avant le pur et simple opportunisme du candidat. Longtemps inscrit comme démocrate, puis comme indépendant, Trump ne s'était rapproché que récemment du GOP (*Grand Old Party*) et, dès le premier débat avec les autres candidats républicains, expliquait à une audience sidérée qu'il pouvait encore quitter le parti s'il ne l'emportait pas, et poursuivre sa campagne en indépendant<sup>7</sup>. L'accusation n'a pas disparu une fois Trump élu, bien au contraire. Ainsi Ron Christie, analyste républicain ayant travaillé à la Maison-Blanche sous G. W. Bush, déclarait à la BBC en 2018 que le trumpisme était « ce que le président croit selon son humeur et les circonstances du moment »<sup>8</sup>.

Le président s'est donc bien gardé de donner des indications précises sur ses engagements politiques. Il se contente de multiplier les signaux les plus vagues, sans jamais hésiter à prendre des libertés avec la réalité<sup>9</sup>, permettant ainsi des interprétations diverses, et en évitant d'être contredit sur des faits précis. Il joue ainsi sur deux registres, en fonction des périodes et des enjeux. Le premier est celui sur lequel il a construit l'essentiel de sa campagne en 2015-2016 : sa dynamique d'*outsider* qui rejetait les élites et promettait de « nettoyer le marigot » (*clean the swamp*). Trump se revendiquait comme un « amateur », au sens où il n'avait aucune expérience politique et finançait lui-même une partie de sa campagne<sup>10</sup>. Dès lors, il ne fut pas surprenant qu'il décide d'installer un portrait d'Andrew Jackson, l'autre *outsider* historique, dans son bureau de la Maison-Blanche. Mais si ce positionnement fut sans conteste efficace d'un point de vue électoral, il n'en fut pas de même une fois l'administration en place. Le pivotement de la campagne vers la gouvernance fut tout particulièrement délicat étant donné les relations détestables de Trump avec les élites du Parti républicain.

Le « trumpisme » a néanmoins pris corps au fur et à mesure des décrets, lois et autres déclarations qui ont émaillé les quatre dernières années. Se dessine ainsi un second registre : le fantasme de la puissance (*Make America Great Again*), c'est-à-dire une forme de nationalisme, volontiers unilatéral, voire isolationniste, sur la scène internationale, clivant et polarisant sur la scène intérieure. Si les contours de cet « américanisme défiguré »<sup>11</sup>

7. Le débat du 7 août 2015 est consultable sur : <https://youtu.be>.

8. En anglais, « what the president believes on any particular moment on any particular day about any particular subject ». J. Sopol, « What Is Trumpism? », BBC, 20 janvier 2018, disponible sur : [www.bbc.com](http://www.bbc.com).

9. Le *Washington Post* a un décompte des mensonges présidentiels qui se montent à plus de 18 000 en avril 2020. G. Kessler, S. Rizzo et M. Kelly, « President Trump Made 18,000 False or Misleading Claims in 1,170 Days », *The Washington Post*, 14 avril 2020, disponible sur : [www.washingtonpost.com](http://www.washingtonpost.com).

10. Voir sur ce point M. Cohen, D. Karol, H. Noel et J. Zaller, « Party Versus Faction in the Reformed Presidential Nominating System », *PS – Political Science & Politics*, vol. 49, n° 4, octobre 2016, p. 701-798.

11. M. Yang, « Trumpism: A Disfigured Americanism », *Palgrave Communications*, vol. 4, n° 117, 2018.

demeurent difficiles à appréhender, ce n'est pas par manque de visibilité. Le président Trump a fait des références nationales un principe de sa vision du monde. Lors d'un meeting d'octobre 2018, Trump se déclarait « nationaliste », établissant un contraste entre son engagement et celui d'un « mondialiste » (*globalist*)<sup>12</sup>. De telles prises de position sont accueillies avec méfiance en Europe de l'Ouest. Le terme « nationaliste » y est en effet connoté négativement, et tout exemple de fierté nationale y semble assimilé au pire à une forme d'extrémisme, au mieux à une attitude surannée. Aux États-Unis, en revanche, l'étiquette « nationaliste » est moins controversée, car elle recoupe plus facilement le patriotisme<sup>13</sup>.

### Trump a fait des références nationales un principe de sa vision du monde

Associée au statut d'*outsider*, que nous dit cette pose nationaliste du président sur le « trumpisme » ? Nombreux sont les commentateurs qui l'assimilent aux populismes de droite d'Europe de l'Ouest<sup>14</sup>. Or l'histoire du populisme en Europe est fort différente de celle des États-Unis. Sur le Vieux Continent, le populisme renvoie en règle générale à des mouvements d'extrême droite. La particularité américaine réside dans le fait que le populisme y est historiquement associé à des mouvements progressistes. À tel point que de nombreux analystes américains ont eu tendance à négliger les populismes de droite, ou à les analyser comme des pathologies, une tendance qui est loin d'avoir disparu si l'on se souvient que Trump a souvent été perçu comme une anomalie de la vie politique américaine, n'ayant percé que grâce à un concours de circonstances.

Le phénomène Trump constitue, en fait, un parfait exemple de ce que Pierre-André Taguieff définit comme une « populisme-attitude », indépendante de visions ou traditions plus ou moins structurées, politiquement indéterminée mais idéalisant le « populaire », une sorte de « faux-populisme »<sup>15</sup>. Cette « attitude » est particulièrement visible dans le rapport de Trump aux idéologies : souvent décrit comme « sans idéologie » (*non-ideological*), Trump puise en réalité dans un répertoire commun, accessible

12. Un extrait de ce discours est disponible sur : [www.youtube.com](http://www.youtube.com).

13. Elle n'en reste pas moins débattue, voire violemment rejetée, notamment quand elle se racialise autour du « nationalisme blanc ». Trump a ainsi été dépeint par Ta-Nehisi Coates comme « The First White President », *The Atlantic*, octobre 2017, disponible sur : [www.theatlantic.com](http://www.theatlantic.com).

14. Pour un exemple récent, voir P. Norris et R. Inglehart, *Cultural Backlash. Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019.

15. P.-A. Taguieff, « Le populisme et la science politique : du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *Vingtième Siècle*, n° 56, octobre-décembre 1997, p. 4-33. La catégorie « populisme-attitude » est abordée en page 15.

à tous, en-deçà des idéologies traditionnelles (*sub-ideological*)<sup>16</sup>. La politique ne s'offre pas à lui en des termes idéologiques. Sa personnalisation à outrance du pouvoir lui fait envisager les enjeux comme des arguments *ad hominem* – que l'on songe à sa propension à trouver des surnoms pour ses adversaires, de *Crooked Hillary* à *Sleepy Joe* –, sur un mode plus ou moins intense, voire extrême. Pour l'ex-animateur de l'émission de télé-réalité *The Apprentice*, la politique se résume en quelque sorte à un jeu où les candidats en lice n'ont qu'un objectif : gagner. Tous les coups sont donc permis. Trump présente ainsi la politique sous un jour abordable, que les électeurs dépourvus de compétence politique peuvent aisément appréhender : un affrontement de personnes où les partis, les doctrines, les héritages intellectuels, sont secondaires car opaques et où, finalement, tous les compromis sont possibles et faciles. Ce positionnement est à la base du succès de communication dont Trump bénéficie auprès de ses électeurs : il parle naturellement leur langage, ce qui lui permet de projeter une image de proximité générant ce qui a parfois été assimilé à un fan-club.

En première approche, le trumpisme semble donc être une variation sur un thème bien connu : celui du leadership charismatique. Il représente un triomphe de l'incarnation, en se mettant constamment en scène, en personnalisant les enjeux et les échéances, contribuant ainsi à accentuer la polarisation de la vie politique.

### **Une polarisation liée à la personnalisation du pouvoir**

La présidence Trump s'inscrit en effet dans une autre évolution, tout aussi importante pour en comprendre la vraie nature : la spectaculaire polarisation de la vie politique. Le phénomène d'homogénéisation et de radicalisation des partis est ancien, et un important débat scientifique s'en préoccupe depuis ses premières manifestations des années 1990<sup>17</sup>. D'abord essentiellement visible au niveau des élus du Congrès, la « polarisation » caractérise maintenant la présidence.

Trump contribue en effet puissamment à polariser l'opinion publique. Ses déclarations à l'emporte-pièce, notamment sur les questions de valeurs (sur l'avortement, les armes à feu, la race, le genre, l'immigration), tout autant que ses décisions politiques, ne laissent personne indifférent, ce qu'illustrent tous les sondages. On chercherait en vain une quelconque

16. J. Cahit, « Trump Isn't a Pragmatist. He Doesn't Understand Ideology », *New York Intelligencer*, 3 mai 2017, disponible sur : <https://nymag.com>.

17. L. Mason, *Uncivil Agreement: How Politics Became Our Identity*, Chicago, Chicago University Press, 2018.

forme de rhétorique unificatrice, ou de volonté du président d'agir comme l'élu de la nation, cherchant à rassembler tous les Américains. Même la crise sanitaire du COVID-19 – qualifié de « virus chinois » – a été l'occasion de dénonciations de toutes sortes, des Démocrates jusqu'à l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Trump joue volontiers des divisions et des peurs de la société américaine, pour les exacerber grâce à son expression sans filtres sur son compte Twitter. Il consacre sa communication à convaincre ses propres soutiens, et à les mobiliser. Il assume ainsi une responsabilité publique purement électorale : il s'agit pour lui de répondre d'abord et avant tout aux attentes de sa base. Il ne donne aucun signe d'une volonté de rassembler au-delà de la coalition qui l'a porté au pouvoir en 2016.

Cette tactique présidentielle présente néanmoins une particularité par rapport au sens habituel du terme « polarisation ». La polarisation trumpienne est en effet personnalisée et émancipée de toute forme d'idéologie structurée pouvant guider son action. En ce sens, elle diffère de celle que l'on peut observer chez les Républicains du Congrès. Pour ces derniers, la polarisation est programmatique : l'unité du *caucus* républicain permet d'atteindre des objectifs précis, comme la baisse des impôts, la nomination de juges conservateurs, ou le travail de sape contre l'*Obamacare*. C'est pourquoi ils soutiennent en bloc un président qui leur permet de mettre en œuvre leur agenda.

La polarisation présidentielle est, elle, déconnectée de toute visée programmatique cohérente, hormis des principes très généraux comme *Make America Great Again*. Elle illustre en fait cette polarisation « faux-puliste » qui est le nœud du trumpisme, et qui repose sur l'identification forte de

### La polarisation « faux-puliste » est le nœud du trumpisme

Trump avec ses électeurs de cœur. Si ces derniers sont comptabilisés dans l'électorat républicain, Trump leur lance bien en réalité un appel personnel, si bien qu'ils sont envisagés, dans la rhétorique (et sans doute dans l'esprit) de Trump, en déconnection avec le parti. On pourrait même arguer que l'électorat trumpien, dépourvu de compétence politique (et ne prenant guère en compte les fondements idéologiques, voire philosophiques, des désaccords), tend à penser que « les politiciens » devraient coopérer pour gouverner, et voit dans les affrontements partisans un échec et une illustration des manquements, voire de la médiocrité, des élus. Ainsi, lorsque Trump dénonce les Démocrates comme des partisans acharnés, comme il l'a fait tout au long de la procédure d'*impeachment*, ses soutiens ne voient là que la volonté de leur grand homme de se positionner au-dessus des mesquineries de l'esprit de parti.

Cette tactique est payante, et n'a rien d'une aberration. Depuis une dizaine d'années, la science politique américaine se penche sur l'idée de la « présidence partisane » (*partisan presidency*), bien illustrée déjà dans les années 2000 par George W. Bush<sup>18</sup>. Dans un contexte polarisé, la marge de manœuvre présidentielle est extrêmement limitée. Les présidents ont fort peu d'opportunités de faire bouger les lignes du clivage politique, et de créer par là même des coalitions *ad hoc* pour mettre en œuvre leur programme. Dès lors, la première, et la seule, tactique à adopter pour un président est de mobiliser d'abord et avant tout sa base électorale, sans chercher à attirer des éléments du camp d'en face. Ce fut déjà la voie suivie par George W. Bush lors de la présidentielle de 2004. Trump emprunte donc un chemin déjà bien balisé, mais avec une différence de taille par rapport à son prédécesseur : à l'inverse de Bush, qui incarnait *l'establishment* républicain, il a mené sa campagne de 2016 contre les édiles républicains, ce qui a rendu nécessaire une reprise en main du parti.

Trump pousse la polarisation personnalisée jusqu'à son terme, car sa gouvernance elle-même répond à cette même préoccupation, qui se traduit par une utilisation tous azimuts des outils du gouvernement administratif pour contourner le Congrès. La relative modestie de son bilan législatif lors du 115<sup>e</sup> Congrès – républicain –, a été très vite relevée par les observateurs<sup>19</sup>. Quant à ses relations avec le 116<sup>e</sup> Congrès – depuis janvier 2019 –, elles sont typiques d'un « gouvernement divisé » : la majorité démocrate à la chambre basse, emmenée par son *speaker* Nancy Pelosi, affiche sa détermination à contrer l'administration.

La tentative de destitution de l'hiver 2020 constitue l'exemple le plus frappant de la détérioration très profonde des relations entre exécutif républicain et législatif démocrate. Les Démocrates font du procès une arme politique contre le président, tandis que les Républicains des deux chambres ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour protéger le président, notamment en refusant de convoquer des témoins-clés comme John Bolton, ancien *National Security Adviser*. Le président a donc été acquitté grâce à la majorité républicaine de la chambre haute qui, en l'espèce, a fait preuve d'un esprit partisan sans faille.

Depuis son entrée en fonction, l'administration gouverne donc par décisions administratives, essentiellement des décrets (*executive orders*).

18. Le terme a été utilisé par R. M. Skinner in « George W. Bush and the Partisan Presidency », *Political Science Quarterly*, vol. 123, n° 4, 2008, p. 605-622. Voir aussi D. J. Galvin, « Presidential Partisanship Reconsidered: Nixon, Ford, and the Rise of Polarized Politics », *Political Research Quarterly*, vol. 66, n° 1, 2013.

19. Entretien avec Andrew Rudalevige dans *Politique américaine*, vol. 2, n° 31, 2018, disponible sur : [www.cairn.info](http://www.cairn.info).

En dépit de la fragilité statutaire de cet instrument, le « gouvernement administratif » permet de répondre rapidement et simplement aux attentes de la base électorale du président, à l'image des décrets retirant les États-Unis de différents traités et accords (Trans-Pacific Partnership, COP21) au nom de la défense de la souveraineté nationale, ou encore de ceux qui durcissent les conditions d'immigration pour les personnes venant de certains pays majoritairement musulmans (et aussi de certains pays non musulmans comme le Venezuela ou la Corée du Nord). Incapable de faire abolir l'*Obamacare*, Trump a tenté aussi de le modifier par le biais de ses pouvoirs administratifs. L'administration a ainsi décidé d'imposer par voie réglementaire des conditions nouvelles pour bénéficier de l'extension de *Medicaid*, notamment en termes de travail obligatoire (*Community Engagement*). Autre exemple récent : la déclaration d'urgence nationale suite au refus de la majorité démocrate de la chambre basse de financer la construction du mur de séparation entre États-Unis et Mexique. Après avoir dû céder sur le budget, Trump a déclaré l'urgence nationale, qui lui permettait de réaffecter des dépenses engagées sur d'autres programmes à la construction de ce mur.

En ce sens, Trump n'est pas très différent de ses prédécesseurs qui, tous, ont utilisé les pouvoirs administratifs de l'institution présidentielle lorsque les circonstances politiques ne leur étaient pas favorables. Mais la gouvernance Trump montre comment, sous son impulsion, la polarisation partisane se personnalise. Il est ainsi le premier président à agir exclusivement en « président minoritaire ». Certes, tous les présidents sont, en un sens, des leaders minoritaires – c'est-à-dire qu'ils se préoccupent de leur soutien partisan avant de séduire le centre modéré, plus important. Mais Trump pousse cette tactique bien plus loin que ses prédécesseurs : l'appartenance partisane, qui semble se « tribaliser » en prenant une forme électoraliste des plus simples, l'emporte sur les principes constitutionnels. Cet abandon du « patriotisme » institutionnel cher à Madison, au profit d'un tribalisme partisan, est sans nul doute la caractéristique la plus évidente de la présidence Trump.

### **Un pouvoir présidentiel en trompe-l'œil**

Cette polarisation personnalisée se traduit-elle par un renforcement de la présidence ? Le trumpisme est-il une reformulation de la « présidence impériale », dénoncée en son temps par Arthur Schlesinger ?

Il ne fait aucun doute que la polarisation, partisane ou personnalisée, se traduit par des coûts très importants – voire insupportables – pour le système politique. Le consensus des chercheurs est clair sur ce point :

l'esprit de faction défigure le cadre constitutionnel légué par les Pères fondateurs. La polarisation partisane renforce les dysfonctionnements du Congrès, le président multipliant dès lors les décrets, ce qui, d'un point de vue normatif, peut être vu comme un véritable travail de sape de l'état de droit lui-même : les décrets peuvent en effet changer le sens de la loi sans passer par un nouveau vote du Congrès.

Par ailleurs, la polarisation atténue les possibilités de contrôle du pouvoir exécutif par le pouvoir législatif en cas de concordance des majorités entre la présidence et le Congrès. Certaines prérogatives du Congrès requièrent, pour être mises en œuvre, une majorité extraordinaire<sup>20</sup>. Autrement dit, le Congrès ne garde un pouvoir contraignant sur le président que s'il peut dépasser ses clivages partisans pour rassembler une majorité extraordinaire. Or, il s'agit bien entendu d'un cas de figure hautement improbable dans le contexte actuel. La discipline partisane peut ainsi s'avérer profondément toxique pour l'équilibre institutionnel, rendant plus difficile le contrôle du législatif sur l'exécutif. Elle permet *de facto* (si ce n'est *de jure*) une délégation de compétences du Congrès à la présidence, ce qui nourrit encore la présidentialisation des institutions nationales.

Mais la polarisation a une autre conséquence qu'illustre aussi la présidence Trump, et qui va à contre-courant des dénonciations du présidentialisme trumpien. Si les instincts de Donald Trump laissent peu de place au doute quant à ses sympathies autoritaires<sup>21</sup>, les dénonciations des dérives autocratiques de son administration se trompent de cible, en ce qu'elles critiquent les décisions présidentielles sans voir qu'elles constituent largement un aveu de faiblesse. Dans les faits, la polarisation sape les bases du pouvoir plébiscitaire présidentiel dès que l'occupant du bureau ovale en adopte la logique.

Le principal danger, pour l'institution présidentielle polarisée, est son isolement. Étant en mesure de mener une politique autonome grâce à la

20. Ainsi du *National Emergency Act* (1976), de la *War Powers Resolution* (1973) ou du *Congressional Budget and Impoundment Act* de 1974. C'est aussi le cas du requis des 2/3 pour annuler un décret présidentiel, ou encore du vote des 3/5° nécessaire pour invoquer une « clôture » contre une filibuste au Sénat.

21. Ses instincts autoritaires ont été maintes fois soulignés. Lire par exemple A. Serwer, « The First Days of the Trump Regime », *The Atlantic*, 19 février 2020, disponible sur : [www.theatlantic.com](http://www.theatlantic.com). On peut voir une illustration institutionnelle de ces penchants dans son choix en faveur de juges fédéraux favorables à une analyse extensive des pouvoirs du président. Voir R. Ruiz, R. Gebeloff, S. Eder et B. Protess, « A Conservative Agenda Unleashed on Federal Courts », *The New York Times*, 14 mars 2020, disponible sur : [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com). Sa nomination réussie de deux juges à la Cour suprême est un des plus grands succès du président. La Cour a ainsi soutenu le président en juillet 2019 (*Trump v. Sierra Club*), lorsqu'elle l'a autorisé à financer la construction du mur le long de la frontière avec le Mexique en puisant dans les crédits dévolus au Pentagone, et sans repasser par un vote du Congrès au titre de l'urgence nationale.

## Le principal danger pour l'institution présidentielle polarisée est son isolement

multiplicité des outils administratifs dont il dispose, le président peut fragiliser les nombreux contrepouvoirs susceptibles de s'opposer à lui. L'avantage politique de court terme est bien souvent décisif. Mais il a son prix : les multiples vétos disséminés dans le système politique américain sont en effet également des points d'accès pour nombre d'acteurs sociaux et politiques, qui permettent d'assurer une délibération inclusive et de qualité. Pour l'exécutif, ces vétos fonctionnent d'ordinaire comme des capteurs, lui permettant de saisir les aspirations de l'ensemble des citoyens. S'affranchir de ces contraintes revient, pour le président, à se

placer dans une situation risquée où l'abus de pouvoir (*overreach*) est toujours possible. Les présidents qui ont recours à la tactique administrative sont ainsi menacés d'une possible réaction (*backlash*) institutionnelle, partisane, ou, tout simplement, sociale. L'*impeachment* de l'hiver 2020, la fermeture partielle de l'État fédéral en 2019, l'enquête du procureur indépendant Robert Mueller (2017-2019) après la présidentielle de 2016, la mobilisation anti-Trump chez les Démocrates, constituent autant d'exemples confirmant les périls de l'enfermement institutionnel qu'implique la gouvernance administrative. Dans le cas de Trump, ce risque a également été renforcé par la façon dont il s'est entouré de fidèles loyalistes dès la deuxième année de son mandat. Entouré de favoris, le président se trouve en permanence confirmé dans ses instincts par des conseillers qui n'ont aucun intérêt à le dé tromper.

Mais il est surtout paradoxal de constater le décalage entre une présidence dotée de puissants moyens administratifs et bureaucratiques d'une part, et la difficulté à faire adopter un quelconque programme législatif d'autre part. La présidence « moderne », celle née dans les années 1930 avec Franklin Roosevelt, a été classiquement analysée par Theodore Lowi dans un ouvrage de 1986, où il expliquait comment l'institution présidentielle était devenue plébiscitaire depuis le New Deal : le président, jouant de sa popularité dans l'opinion publique, et recourant massivement aux médias, cherche à imposer son programme au Congrès, en constituant le plus souvent des majorités *ad hoc*<sup>22</sup>.

Or ce modèle montre ses limites, au moins depuis le début des années 2000, et ce en dépit de la reconstruction de l'institution présidentielle sous

22. T. J. Lowi, *The Personal President. Power Invested. Promise Unfulfilled*, Ithaca, Cornell University Press, 1986. En complément voir B. Ginsburg, *Presidential Government*, New Haven, Yale University Press, 2016.

la présidence Bush<sup>23</sup>. Pour reprendre le titre d'un ouvrage classique traitant de la Cour suprême, il semble que la présidence contemporaine suscite des attentes largement supérieures à ses capacités d'action, créant ainsi de « vains espoirs »<sup>24</sup>. Cette évolution est directement liée à la polarisation grandissante de la vie politique qui, en éliminant les modérés au Congrès, a entravé la marge de manœuvre législative du président. C'est dans ce contexte que s'inscrit la présidence Trump : celui d'une institution « épuisée », comme l'a analysé Stephen Skowronek<sup>25</sup>. Le modèle réformateur et plébiscitaire créé avec Franklin Roosevelt ne tient plus ses promesses dans le cadre de la polarisation contemporaine. Si la présidence d'Obama illustre les limites du pouvoir présidentiel dans un contexte partisan polarisé, celle de Trump montre ce qui se passe quand la présidence elle-même se polarise : elle n'est plus dès lors que l'ombre de la présidence héritée du New Deal. La capacité plébiscitaire du locataire de la Maison-Blanche paraît dorénavant se limiter à la mobilisation d'une base électorale étroite par le biais des réseaux sociaux, et à la multiplication des fiats administratifs.

\* \* \*

Il n'est pas possible de se montrer définitif sur la nature d'un trumpisme dont l'histoire reste à écrire. Quelques lignes de force sont pourtant d'ores et déjà apparentes, quatre ans après l'élection de 2016.

Le trumpisme n'est pas une simple coquille vide. Il s'inscrit au contraire dans des évolutions profondes de la vie politique américaine, dont il constitue un symptôme évident, en même temps qu'il les accélère. Il est ainsi probable que la dégradation des normes publiques (personnalisation à outrance), ainsi que les principaux éléments de son agenda (immigration, isolationnisme), se pérennisent parce qu'ils correspondent à des évolutions profondes de l'électorat républicain, ou de la vie politique en général (défiance citoyenne).

Le trumpisme se décline par ailleurs selon des thématiques qui font de Trump plus un démagogue qu'un potentat autoritaire. Il n'est pas porteur d'une quelconque idéologie alternative aux différentes familles du conservatisme auxquelles il emprunte, ponctuellement et en fonction des enjeux, telle ou telle caractéristique. De ce point de vue, le trumpisme pourrait être d'abord et avant tout un style, un « populisme-attitude » qui cherche

23. A. Rudalevige, *The New Imperial Presidency*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2007.

24. G. Rosenberg, *The Hollow Hope*, Chicago, Chicago University Press, 2008.

25. S. Skowronek, « Twentieth-Century Remedies », *Boston Law Review*, vol. 94, 2014, p. 795-805.

à s'affranchir des intermédiaires pour cultiver une immédiateté de la responsabilité politique.

Mais le trumpisme comme solution miracle aux complexités de la vie politique américaine abrite en lui-même sa propre faille, en ce qu'il sape les capacités d'action présidentielles réduites à des oukases susceptibles d'être effacés dès l'entrée en fonction d'une nouvelle administration. Si le trumpisme est bien une démagogie plus qu'un autoritarisme, alors son legs sur les politiques publiques risque d'être limité au bail de l'actuel occupant de la Maison-Blanche. En revanche, on peut gager qu'il imprimera une marque profonde sur les normes et les pratiques de la démocratie américaine, à l'image de sa transformation des cours fédérales.



---

#### Mots clés

Donald Trump  
Trumpisme  
Système politique américain  
Parti républicain